

L'ARCHEOLOGIE DU SECTEUR PRIVE AUX ETATS-UNIS :
LE POINT DE VUE D'UN ARCHEOLOGUE DE TERRAIN

par

David G. ANDERSON

On estime qu'il s'est dépensé entre 50 et 100 millions de dollars chaque année (1) pour la recherche archéologique aux Etats-Unis (Schiffer, 1979 ; General Accounting Office 1981 ; Mac Gimsey 1985: 330). Une grande partie de ces travaux déroule d'une obligation légale et reflète un souci élevé dans le sentiment national pour la connaissance, la protection et la conservation du patrimoine historique - pour l'héritage historique et pré-historique du pays au sens le plus littéral du terme. Des sommes très élevées sont ainsi mises en jeu et cet apport a conduit à une transformation massive de la profession. Keel (1985), par exemple, a fait remarquer que le gouvernement fédéral employait en 1984 plus de cinq cents archéologues professionnels (administratifs inclus, NDLR). En 1981, Milanich (1982) a estimé qu'au moins 75 à 80 % des archéologues professionnels travaillaient à plein temps pour le CRM (Cultural Resource Management = Gestion du patrimoine culturel).

La communauté archéologique a donc connu une incroyable expansion durant les quinze dernières années aux Etats-Unis en raison de la nouvelle législation et des

crédits spéciaux qui ont été obligatoirement affectés à des travaux faits par des spécialistes de la gestion du patrimoine culturel. Ceux-ci ont été recrutés par les collectivités locales, par les Etats, par le gouvernement fédéral et par l'industrie privée. On trouve parmi eux aussi bien des administratifs chargés de la gestion et du contrôle que des archéologues de terrain.

L'existence de possibilités aussi considérables a entraîné la prolifération d'institutions contractuelles. Ce sont aussi bien des universités que des musées, et des agences privées à but lucratif que des institutions à but non lucratif. Le dernier guide en date des agences spécialisées dans les contrats CRM en recense 223 qui employaient 700 professionnels en 1985. Près des deux tiers sont des firmes privées. L'éditeur du guide estime qu'il existe en fait plus de 600 contractants CRM (publics ou privés) en opération aux Etats-Unis.

Etant donné l'importance de la libre entreprise et du marché des services aux Etats-Unis, il n'y a rien d'étonnant à ce que des firmes privées soumissionnent pour les

travaux du CRM. Il importe en revanche de s'interroger sur la qualité des travaux accomplis par les archéologues et les spécialistes CRM du secteur privé et sur les effets du profit comme motivation sur la conduite des recherches archéologiques.

Un point de vue biaisé ?

La majeure partie de ma carrière s'est déroulée dans l'archéologie de contrat et mon point de vue en est affecté dans un sens favorable. J'ai travaillé pour des agences d'Etat (Institut d'archéologie et d'anthropologie de l'Université de Caroline du Sud, 1974-1975, Arkansas Archaeological Survey, 1975-1977) puis pour une firme privée (Gilbert/Commonwealth, Inc., 1977-1983). Sous l'influence d'archéologues comme M. Schiffer (1975, Schiffer et House, 1977, Goodyear *et al.* 1978), j'ai très tôt pris conscience des possibilités de recherche offertes par l'archéologie de contrat (CRM) - en raison, en particulier, des énormes sommes d'argent mises en jeu - pour ceux qui voulaient en tirer parti en dépit des circonstances. Cela a été particulièrement vrai au moment où les sources traditionnelles de financement ont manqué (Yellen et Greene 1985 : 336).

En m'engageant à fond dans l'archéologie de contrat, j'ai eu la chance de diriger quelques-unes des plus importantes fouilles préhistoriques menées dans la région où je travaillais comme archéologue du secteur privé - Géorgie et Caroline du Sud - (Anderson *et al.* 1982 ; Anderson et Schulderein 1985). En outre, d'autres projets de moindre importance m'ont attiré dans de nombreux autres endroits du pays. Ces travaux et les collaborations qu'ils ont entraînées avec des professionnels au service du gouvernement, des universités et des institutions privées ont forgé mon expérience dans ce domaine.

LES ASPECTS POSITIFS DE L'ARCHEOLOGIE

DES INSTITUTIONS DU SECTEUR PRIVE

Je suis convaincu que, lorsqu'il existe une exigence de qualité tant au niveau des individus que des firmes, les archéologues des sociétés privées américaines peuvent faire d'excellentes recherches et qu'ils l'ont prouvé à maintes reprises. Les projets et les rapports de CRM sont actuellement en train de constituer l'essentiel des données concernant l'archéologie historique et préhistorique des Etats-Unis, en raison du volume considérable des travaux accomplis récemment qui dépassent largement tout ce qui avait été fait avant (Schmidt 1984 ; Steponaitis 1985). Le très rapide accroissement de l'information a permis la construction de synthèses locales et régionales là où on ne connaissait rien ou presque rien. Et c'est souvent les praticiens de l'archéologie de contrat qui se tiennent le mieux au courant des développements récents. Flannery (1982 : 269) a récemment fait observer que si l'on veut connaître les détails des séquences historico-culturelles d'un endroit donné, le mieux est d'en discuter avec un archéologue qui y travaille sous contrat. Actuellement, plus de la moitié de ces archéologues travaillent pour des firmes privées.

Certains archéologues du secteur privé ont produit d'excellentes monographies de sites. Par exemple l'étude de Clagett et Cable (1982) sur les fouilles de la Haw River en Caroline du Nord a permis de retrouver une séquence culturelle complète de la période archaïque et de tester des modèles de mobilité de résidence en relation avec les transformations de l'environnement durant l'holocène. Le rapport de Wheaton *et al.* (1983) sur les fouilles des plantations Vaughan et Curriboo, en Caroline du Sud, a fourni des informations essentielles sur l'esclavage dans le Sud au 18ème siècle. Mes propres recherches à Rucker's Bottom en Géorgie (fig. 1) ont permis de mettre au jour un village mississippien du 14ème siècle pres-



Fig. 1.- Plan du village Mississippien de Rucker's Bottom (Georgie du Nord, USA).

qu'en entier ainsi que les couches archéologiques sous-jacentes qui remontent au 8ème millénaire avant J.-C. (Anderson et Shulderein 1985). Mais il existe aussi des centaines de rapports de prospection qui apportent des informations pour l'inventaire des sites même si elles appartiennent à un genre plus modeste (Campbell *et al.* 1981 ; Cantley et Kern 1984). Ces renseignements ne sont pas seulement utiles pour la gestion immédiate du patrimoine culturel : s'ils ont été correctement archivés et si les collections archéologiques correspondantes sont conservées, ils peuvent servir comme données de base pour l'étude de l'évolution de l'habitat à l'échelle régionale, pour l'établissement de chronologies et autres études techniques.

Un des avantages majeurs des travaux CRM et des travaux accomplis par les firmes privées est qu'ils sont toujours accomplis rapidement et efficacement. Ils répondent aux conditions fixées à l'avance et sont finis à temps. Les trois rapports décrits plus haut sont parus moins de trois ans après la fin des fouilles. Deux ont été finis bien longtemps avant ceux des institutions universitaires du secteur public soumises au même contrat. Un retard par rapport aux dates prévues peut ternir votre réputation et entraîner la perte de futurs contrats... ce qui vous mène rapidement au chômage. Les mêmes raisons tendent à maintenir la qualité du travail à un niveau élevé. Les firmes qui effectuent un travail médiocre même terminé dans les temps retrouveront rarement d'autres contrats, en particulier si leur travail cause problème à l'agence ou à l'institution contractante.

Les firmes privées dont la survie dépend de leur équilibre financier quand elles ne font pas de profits tendent aussi, à mon avis, à avoir une organisation efficace. Une bonne gestion des projets archéologiques - sujet rarement enseigné à l'université - est essentielle à la sur-

vie des archéologues qui dirigent des chantiers de fouilles ou des campagnes de prospection. Dans le privé, *time is money* (le temps c'est de l'argent) au sens le plus littéral du terme et des efforts inutiles ou redondants entraînent des pertes financières. Les procédures d'organisation, de gestion, et d'achèvement de toutes les phases des projets archéologiques (planification, fouille, analyses et rédaction du rapport) tendent à devenir très efficaces. Cela ne conduit pas, contrairement à des opinions répandues, à raboter les programmes. Au contraire, il en déroule une atmosphère d'innovation qui suscite des essais pour améliorer les résultats à moindre coût.

Par exemple, lorsque j'étais archéologue du secteur privé, j'ai rapidement appris que le coût des travaux de terrain de la firme qui m'employait (salaires et frais généraux) était beaucoup plus élevé que celui de beaucoup d'institutions publiques qui pouvaient utiliser des étudiants. Elles pouvaient donc offrir de fouiller des sites beaucoup plus étendus et du coup obtenaient les contrats. En utilisant des tamis beaucoup plus grands et des chargeurs au lieu de brouettes pour retirer les déblais, j'ai été en mesure de traiter avec un rendement plus élevé et un coût moindre des quantités de sédiments bien plus grandes que celles qu'on pouvait traiter à la main. Cette organisation s'est révélée particulièrement efficace dans un site comme Rucker's Bottom qui s'étend sur plus d'un kilomètre le long d'une terrasse de rivière.

Les firmes privées sont dans l'ensemble mieux armées pour l'accomplissement des procédures administratives et financières qui sont des tâches de routine mais qui prennent beaucoup de temps. Des comptables s'occupent des factures tandis que le personnel d'encadrement surveille l'exécution du projet. Lorsque je travaillais pour Gilbert/Commonwealth, je recevais

des relevés des dépenses par catégorie (main d'oeuvre, coûts directs, équipement, etc.) et le montant des fonds restant pour chaque projet, tous les quinze jours. Je pouvais ainsi organiser et planifier le travail de façon efficace. En outre, au début de chaque projet, des plans de charge étaient établis pour chaque semaine du début jusqu'à l'exécution complète du travail. Ces programmes qui pouvaient être modifiés et l'étaient fréquemment, permettaient aux responsables - archéologues et gestionnaires - de contrôler l'avancement du travail et de le faire progresser sans heurts. Etant donné la quantité énorme de vestiges et de documents produits par les grands projets archéologiques, il est essentiel de disposer d'une organisation solide pour remplir les objectifs des recherches et maximiser le retour de l'information. Les firmes privées ont dans l'ensemble une organisation de ce type ou sont en voie de l'acquiescer rapidement.

Le travail conduit par des firmes privées offre enfin la possibilité de promouvoir invention et innovation. Il est je pense bien meilleur d'évaluer plusieurs approches de la recherche archéologique plutôt que de voir tout le travail effectué par un seul contracteur. Si des projets archéologiques sont financés selon leur intérêt technique, dans le cadre d'un système compétitif, on voit mal comment des travaux inférieurs aux standards admis pourraient être sélectionnés. Avec une évaluation réelle, ceux qui ont fait un travail médiocre auraient bien des difficultés à obtenir de nouveaux projets, et d'autres pourraient ainsi saisir leur chance.

Une ambiance de compétition peut aussi prévenir toute stagnation intellectuelle en fournissant un éventail varié d'approches. Si une seule "école" de pensée a le monopole des fouilles, ou si l'on n'utilise que des procédures de fouille et d'analyse "éprouvées", innovation et

originalité disparaîtront, au détriment de toute la profession. Il y a vingt ans par exemple, beaucoup d'archéologues américains auraient été horrifiés par l'utilisation d'engins mécaniques lourds pour le décapage des sites (certains le sont toujours). L'usage de ces équipements est pourtant maintenant courant dans l'archéologie de contrat et s'est avéré une méthode irremplaçable pour révéler rapidement la structure et le plan d'un site. Il n'y a aucune excuse pour ne pas utiliser cette méthode quand un site va être totalement détruit, surtout s'il n'y a pas les moyens financiers de le fouiller entièrement à la main. Si le travail n'était fait que par des archéologues opposés à l'utilisation d'engins lourds, nombre d'informations importantes seraient ainsi perdues.

ASPECTS NEGATIFS D'UNE ARCHEOLOGIE EFFECTUEE PAR DES ENTREPRISES DU SECTEUR PRIVE.

De mon point de vue, la seule objection vraiment grave qu'on puisse avancer contre les recherches archéologiques effectuées par les compagnies privées est la difficulté, voire l'impossibilité, d'en obtenir les rapports. Bien que certaines compagnies se soient efforcées de fournir ou vendre leurs rapports à la demande, beaucoup ne l'ont pas fait. Trop souvent on n'en imprime que quelques copies, qui disparaissent vite dans les tiroirs, les bibliothèques privées ou même les corbeilles à papier. Je connais personnellement un certain nombre d'auteurs qui n'ont jamais pu obtenir des copies de leurs propres travaux, parce qu'on n'en avait pas imprimé assez ! Renfrew (1983 : 8) a vigoureusement critiqué cette dissémination de la publication des informations dans l'archéologie contractuelle américaine, et je suis pleinement d'accord avec lui (voir aussi Hester 1981). Les CRM produisent chaque année plusieurs milliers de documents aux Etats-Unis : rapports de prospections et de fouilles, évaluations

par les services étatiques ou fédéraux, ou même "lettres-rapport" mentionnant qu'aucune découverte n'a été faite. La plupart sont inaccessibles, particulièrement ceux des compagnies privées.

On critique aussi parfois la qualité des rapports des archéologues du secteur privé (par exemple Goodyear 1979 : 355). Même si cela est dans une certaine mesure justifié, je pense que c'est presque entièrement dû au fait que ces travaux sont rarement soumis à la critique collective. Si les archéologues travaillant dans les recherches sur contrat savaient que leur travail va être lu par des collègues, au lieu d'être archivé et ignoré, ils seraient sans doute davantage motivés en écrivant leurs rapports. Il faudrait au minimum qu'on développe des dépôts, au niveau des Etats et du pays, où ces travaux pourraient être consultés.

Une véritable critique, tant positive que négative, qu'elle soit le fait d'archéologues du secteur public ou privé, contribuerait largement à remédier aux déficiences perçues dans le secteur privé. Les appels récents pour une critique par la profession elle-même (A. Anderson 1980: 246 ; McGimsey 1984 : 225) n'ont pas vraiment été suivis d'effet. *American Antiquity*, la principale revue d'archéologie américaine a publié des centaines de révisions dans les dix dernières années, mais à peu près aucune ne portait sur des rapports publiés par des archéologues du secteur privé, même quand dans certains cas des millions de dollars issus de fonds publics avaient été engagés dans leur préparation. On retrouve la même chose à un degré moindre dans les publications régionales. Il peut être particulièrement frustrant, j'en parle d'expérience, de voir les rapports universitaires d'un projet à grande échelle recevoir un large écho alors que les rapports des compagnies privées sur d'autres parties du même projet, imprimés par les mêmes éditeurs et distribués par la même agence restent ignorés.

Une autre critique concerne la répartition des fonds du CRM. Les procédures d'appels d'offres concurrentielles peuvent conduire à des résultats inférieurs aux normes communément admises si l'on accepte sans critique des projets dont les coûts ont été sous-évalués. Une évaluation rigoureuse des propositions et des rapports finaux est primordiale pour assurer la qualité technique des travaux. L'accent mis sur la qualité des normes attendues ne peut que promouvoir une archéologie de qualité. Si la responsabilité légale de la définition de normes pour le CRM est directement du ressort des agences étatiques (fonctionnaire du *State Historic Preservation*) ou fédérales (*Advisory Council on Historic Preservation*, Services archéologiques), ces fonctionnaires ont besoin de contacts et d'avis de la profession elle-même (voir Keel 1979). Je pense que si davantage d'archéologues prenaient le temps d'évaluer des projets CRM pour les agences étatiques ou fédérales au lieu de passer leur temps à les dénigrer, les normes de l'archéologie professionnelle aux Etats-Unis s'amélioreraient de façon appréciable.

Un autre problème possible est celui de la conservation (Macquardt *et al.* 1982). Où iront les objets et les archives une fois le travail terminé ? Si nombre de compagnies passent des accords avec des lieux de conservation permanents comme les musées où les agences d'Etat, ce n'est pas toujours le cas. Quand même cela est, tout l'enregistrement primaire est rarement conservé. Certains archéologues gardent par devers eux leurs notes et leurs photos, sans se rendre compte qu'ils détruisent ou affaiblissent ainsi la valeur de leurs collections. Ce n'est pas à dire vrai un problème limité au seul secteur privé ! Les projets contractuels soumis par une quelconque institution, publique ou privée, devraient tous inclure des mesures de conservation à long terme.

Un dernier reproche, plus sérieux, est le risque que des archéologues, du secteur

privé (ou public) compromettent leur intégrité professionnelle dans le but d'obtenir de nouveaux contrats (Goodyear 1979 : 355 ; King 1979). Il est bien certain que la dernière des choses que souhaite entendre un entrepreneur, c'est qu'il y a des vestiges culturels importants sur le terrain qu'il souhaite bâtir, et qu'il en coûtera beaucoup d'argent pour les préserver ou les fouiller. Le bruit court que des archéologues peu scrupuleux, souvent du secteur privé, ont passé sous silence des sites qui pouvaient être gênants afin de maintenir de bonnes relations avec les entrepreneurs. Ailleurs, les mêmes archéologues sont soupçonnés d'avoir délibérément gonflé les budgets lorsqu'ils rencontraient des interlocuteurs particulièrement réceptifs (par exemple des entrepreneurs prêts à tout pour avancer leur projet, à n'importe quel prix).

Ces allégations me paraissent insultantes pour les archéologues du secteur privé, et pour la profession toute entière. Quand bien même il existerait des cas isolés, l'intégrité personnelle a toujours un sens pour la plupart des archéologues américains, et je doute pour tout dire qu'on en trouverait beaucoup qui seraient prêts à renoncer à des règles comme celles proposées par la *SOPA (Society of Professional Archaeologists)* dans son *Code of Ethics and Standards of Research Performance* (Davis 1982).

CONCLUSIONS

Beaucoup d'archéologues privés sont des gens sincères et dévoués qui font de leur mieux, parfois dans des conditions difficiles. Beaucoup sont jeunes et ont grandi avec le CRM. Ils travaillent sur contrat dans l'espoir de recueillir l'expérience et la formation nécessaire pour obtenir la reconnaissance universitaire et des postes. D'autres sont là parce que c'est là que se passent les choses, et qu'ils trouvent les moyens pour faire la science qu'ils aiment à un niveau intéressant.

Peu d'archéologues privés entretiennent des illusions sur les bénéfices financiers qu'ils pourraient personnellement tirer du travail contractuel. Peu de postes dans le CRM offrent la sécurité d'emploi ou même les salaires des *tenures* (2) universitaires. Dans le même temps, peu d'archéologues universitaires ont eu des crédits et des moyens à l'échelle nécessaire pour certains projets récents du CRM.

O.G. A.
Museum of Anthropology
University of Michigan

NOTES

(1) Les estimations de G. Sterud sont trois fois plus élevées mais incluent les salaires [NDLR].

(2) Emplois permanents des universités américaines, par opposition aux contrats à durée déterminée plus ou moins aisément renouvelables.

REFERENCES

ANDERSON (Adrian D.), 1980.- Comments on "The Trouble with Archaeology". *Field Journal of Archaeology* 7 : 245-248.

ANDERSON (David G.), CANTLEY (Charles E.), NOVICK (A. Lee), 1982.- *The Mattassee Lake Sites : Archaeological Investigations along the lower Santee River in the Coastal Plain of South Carolina*. Atlanta (Georgia) : Atlanta Archaeological Branch, National Park Service (Special Publication 1).

ANDERSON (David G.), SHULDENREIN (Joseph), 1985.- *Prehistoric Human Ecology along the Upper Savannah River : Excavations at the Rucker' Bottom, Abbeville, and Bullard*

Site Groups. Atlanta (Georgia) : Atlanta Archaeological Services Branch, National Park Service (Russell Papers).

CAMPBELL (Janice), WEED (Carol S.), THOMAS (Prentice M., Jr.), 1981.- *Archaeological Investigations at Fort Gordon Military Reservation, Georgia*. Pollock (Louisiana): New World Research, Inc. Report of Investigations 33.

CANTLEY (Charles E.), KERN (John R.), 1984.- *Cultural Resources Evaluations, Fort Polk Louisiana*. Atlanta (Georgia) : Contract CX5000-3-1094 Final Report, prepared for Atlanta Archaeological Services Branch, National Park Service.

CLAGGETT (Stephen R.), CABLE (John S.), 1982.- *The Haw River Sites : Archaeological Investigations at Two Stratified Sites in the North Carolina Piedmont*. Wilmington (North Carolina) : Contract DACW54-79-C-0052 Final Report prepared for the Wilmington District, U.S. Army Corps of Engineers.

DAVIS (Hester A.), 1982.- Professionalism in Archaeology. *American Antiquity* 47 : 158-163.

FLANNERY (Kent V.), 1982.- The Golden Marshalltown : A Parable for the Archaeology of the 1980s. *American Anthropologist* 84 : 265-278.

FOWLER (Don D.), 1982.- Cultural Resource Management, pp. 1-50 in : M.B. Schiffer, ed., *Advances in Archaeological Method and Theory*, vol. 5.- New York : Academic Press.

General Accounting Office, 1981.- *Are Agencies doing enough or too much for Archaeological Preservation? Guidance Needed*. Report to the Chairman, Committee on Interior and Insular Affairs, House of Representatives of the United States, Washington D.C., April 22, 1981.

GOODYEAR (Albert C.), with James E. FITTING, 1979.- Client-Oriented Archaeology: An Exchange of Views. *Journal of Field Archaeology* 6 : 352-360.

GOODYEAR (Albert C.), RAAB (L. Mark), and KLINGER (Timothy C.), 1978.- The Status of Archaeological Research Design in Cultural Resource Management. *American Antiquity* 43 : 159-173.

HESTER (Thomas R.), 1981.- CRM Publication : Dealing with Reality. *Journal of Field Archaeology* 8 : 493-496.

KEEL (Bennie C.), 1979.- A View from the Inside. *American Antiquity* 44 : 164-170.

-----, 1985.- Paper presented at the 50th Annual Meeting of the Society for American Archaeology, Denver, Colorado. May 1985.

KING (Thomas F.), 1979.- The Trouble with Archaeology. *Journal of Field Archaeology* 6 : 351-352.

KING (Thomas F.), HICKMAN (Patricia P.), BERG (Gary), 1977.- *Archaeology and Historic Preservation : Caring for Culture's Clutter*. New York : Academic Press.

LEES (William B.), 1985.- *Guide to Contractors in Cultural Resource Management*, vol. 2.- Topeka (Kansas) : ArchaeoPress.

LEVERTY (Richard), 1982.- Commentary on "Cultural Resource Management in the University : Getting what we Deserve". *Journal of Field Archaeology* 9 : 128-129.

MARQUARDT (William H.), MONTET-WHITE (Anta), SCHOLTZ (Sandra C.), 1982.- *Resolving the Crisis in Archaeological Collections Curation*. *American Antiquity* 47 : 409-418.

McGIMSEY (Charles R., III), 1984.- Archaeology has crossed the Rubicon. *American Archaeology* 4 : 224-227.

McGIMSEY (Charles R., III), 1985.- "This, Too, Will Pass" : Moss-Bennett in Perspective. *American Antiquity* 50 : 326-331.

MILANICH (Jerald T.), 1982.- True Confessions of an Archaeologist. *Contract Abstracts and CRM Archaeology* 2 (3) : 9-10.

RENFREW (A. Colin), 1983.- Divided we Stand : Aspects of Archaeology and Information. *American Antiquity* 48 : 3-16.

SCHIFFER (Michael B.), 1975.- Archaeological Research and Contract Archaeology, pp. 1-7, in : *The Cache River Archaeological Project : An Experiment in Contract Archaeology*, assembled by Michael B. Schiffer and John H. House.- Fayetteville (Arkansas) : Arkansas Archaeological Survey (Research Series 8).

-----, 1979.- Some Impacts of Cultural Resource Management on American Archaeology, in : *Archaeological Resource Management in Australia and Oceania 2*, edited by J.R. McKinley and K.L. Jones. Wellington : New Zealand Historic Places Trust.

SCHIFFER (Michael B.), and HOUSE (John H.), 1977.- Cultural Resource Management and

Archaeological Research ; The Cache Project. *Current Anthropology* 18 : 43-68.

SCHMIDT (Nancy J.), 1984.- NTIS Reports on Contract Archaeology : Their Bibliographic Characteristics and Place in an Academic Library Collection. *American Antiquity* 49 : 586-599.

STEPONAITIS (Vincas P.), 1985.- The Achievements of Contract Archaeology in the Southeastern United States since 1970. Paper presented at the 50th Annual Meeting of the Society for American Archaeology, Denver, Colorado, May 1985.

WHEATON (Thomas R.), FRIEDLANDER (Amy), and GARROW (Patrick H.), 1983.- Yaughan and Curriboo Plantations : Studies in Afro-American Archaeology.- Atlanta (Georgia) : Atlanta Archaeological Services Branch, National Park Service (Special Publication 2).

YELLEN (John E.), GREENE (Mary W.), 1985.- Archaeology and the National Science Foundation. *American Antiquity* 332-341.

*
* *

ANNEXES

Les avis concernant l'archéologie sur contrat sont très contrastés. Pour rendre compte de cette diversité, nous citons deux extraits d'articles qui donnent un autre éclairage au problème [NDLR].

Extrait de WRIGHT (G.W.), 1985.- The Development of Prehistory in Canada, 1935-1985. *American Antiquity* vol. 50, n° 2 : 421-33.

L'une des critiques essentielles qu'on peut adresser à l'archéologie de CRM telle qu'on la pratique au Canada est son incapacité, comparée à l'ampleur des ressource

ces, à produire une connaissance quelconque sur la préhistoire canadienne. Les fonctionnaires archéologues s'intéressent naturellement davantage à la préservation, l'évaluation et la gestion des ressources, puisque tel est leur mandat. De même, les archéologues consultants vont s'intéresser à l'accomplissement de leur contrat, et à rien d'autre. Les forces en oeuvre sont en train de créer une rupture majeure entre les universitaires orientés vers la recherche d'une part et les fonctionnaires et leurs consultants de l'autre. Le fonctionnaire responsable devant le gouvernement, et en fin de compte devant la loi, peut à juste titre répondre qu'il utilise les archéologues selon les nécessités de la loi et de l'agence de gestion du patrimoine, et que celle-ci n'a ni le mandat légal ni les fonds pour répondre de manière appropriée aux besoins de conservation des collections et des archives, de recherche et de publication. (...) Dans tout le Canada, seul l'*Archaeological Survey of Alberta* a la mission, les moyens et les fonds pour entreprendre une archéologie efficace (...).

Le rôle des amateurs au Canada a toujours été fondamental (...) et les relations entre amateurs et professionnels ont toujours été harmonieuses au Canada (...).

Il semble bien que les différences entre l'archéologie européenne et nord-américaine soient en train de s'estomper, et que la conception européenne de la préhistoire conçue comme une extension de l'histoire, avec son insistance sur la technologie et la nomenclature, devienne une référence commune de ce côté-ci de l'Atlantique.

Dès maintenant, on assiste à une réduction dramatique de la recherche de terrain orientée en fonction de problèmes, sous l'influence de nombreux facteurs parmi lesquels le coût croissant du travail de terrain, la baisse des crédits, l'opposition des autochtones, les nécessités du CRM, et un financement privilégiant les investissements touristiques.

* * *

Extrait de C. RENFREW, 1983.- Divided we stand : Aspects of Archaeology and Information, *American Antiquity* vol. 48, n° 1.

Je dois dire que le niveau des publications dans l'archéologie de contrat américaine est souvent si pauvre qu'il jette le doute sur l'intérêt de l'entreprise toute entière. S'il est vrai que ces centaines de millions de dollars sont dépensés chaque année pour le CRM, il en résulte étonnamment peu de choses en ce qui concerne les publications. (...) Je critique ici un système, que la profession a laissé se développer, où un contrat CRM peut légalement être rempli en archivant un rapport privé à l'agence responsable du contrat, voire même ce qu'on appelle une "lettre-rapport", ou au mieux un rapport à circulation restreinte, sans obligation de publication réelle, sans la nécessaire soumission à la critique qu'offre automatiquement une véritable publication.

* * *

Traduit par
Françoise Audouze
et
Serge Cleuziou